

M. W. Kenneth Robinson (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, j'ai eu l'occasion de prendre connaissance du rapport du comité des allocations de la Planned Parenthood Federation du Canada pour 1976-1977. Je crois savoir que c'est ce document même que le député de Surrey-White Rock (M. Friesen) a cité le 3 avril lorsqu'il a posé sa question. Dans ce rapport, la présidence du comité des allocations parle d'une réunion qui s'est tenue le 17 juin et au cours de laquelle plusieurs sujets portant sur l'état financier de cette association nationale bénévole ont été abordés. Au chapitre des états financiers, le rapport déclare ceci—et je reprends la citation faite lundi par le député:

Les associations ne doivent pas oublier qu'elles doivent être avant tout des agents de changement plutôt que des organismes de prestation de services.

Ce qui est en cause ici, c'est le rôle fondamental de la Fédération pour la planification familiale du Canada que l'on peut concevoir comme un rôle d'éducation et de promotion pour que tous les Canadiens puissent décider des naissances de façon responsable.

Cette phrase suppose en outre que les organismes bénévoles dans le domaine du service social et de l'éducation ne sont pas essentiellement chargés de la prestation de services de santé, de bien-être et d'éducation. Je suis certain que le député reconnaîtra que ces services relèvent essentiellement des provinces et des municipalités. Permettez que je profite de l'occasion pour rendre hommage à deux organismes bénévoles nationaux de planning familial, SERENA Canada et la Planned Parenthood Federation, qui cherchent à faire en sorte, par leur programme d'éducation et de perfectionnement, que les Canadiens aient le nombre d'enfants qu'ils désirent et au moment où ils le souhaitent.

J'aimerais en même temps expliquer la politique du ministère relativement aux subventions de continuité accordées aux associations bénévoles nationales comme SERENA Canada et la Planned Parenthood Federation of Canada. Ces subventions sont accordées chaque année après un examen annuel. Les subventions de continuité accordées aux deux associations, en l'occurrence \$175,000 à SERENA et \$600,000 à la Planned Parenthood Federation of Canada, sont calculées en fonction de la portée relative des activités de ces associations au Canada.

Les subventions de continuité n'ont pas augmenté ces quatre dernières années. Le ministère a averti les deux associations qu'il voulait réduire leur dépendance sur les fonds fédéraux. Autrement dit, nous voulons établir une méthode de financement selon laquelle les groupes affiliés aux deux associations cesseront de dépendre des organismes nationaux. Nous voudrions que les bureaux nationaux reçoivent des recettes de ces groupes. Cette méthode de financement est la plus courante dans le secteur des associations bénévoles du Canada. Nous nous rendons cependant compte que, dans le domaine de la planification des naissances, il pourrait s'écouler un certain nombre d'années avant que ce système puisse être pleinement appliqué sans nuire aux efforts importants de ces associations dans le domaine de l'éducation et de la publicité.

Je suis convaincu que la façon dont les associations bénévoles ont préconisé l'évolution sociale a contribué à l'établissement de la vaste gamme de services sociaux qui existent maintenant partout dans le pays.

L'ajournement

● (2222)

L'ÉNERGIE—LE RATIONNEMENT DU PÉTROLE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Paul E. McRae (Fort William): Monsieur l'Orateur, lundi dernier j'ai posé une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) au sujet d'un rapport de la Conférence de Londres communiqué en fin de semaine à M. R. Toombs, principal conseiller en matière énergétique au ministère. M. Toombs s'est dit vraiment très inquiet de la possibilité de pénuries de pétrole d'ici sept ou huit ans et recommande un super-programme de modération. Le ministre, dans sa réponse, a indiqué que pareil programme qui comprend la possibilité de rationnement, ne serait adopté qu'en cas d'urgence.

D'après les chiffres de l'Office national de l'énergie, une crise est inévitable. Un de ses tableaux et un rapport sur l'offre et la demande de pétrole l'an dernier préparé cette année révèlent un écart de moins de 50,000 barils par jour à l'heure actuelle, d'après le ministère et l'Office. Le rapport en question signale qu'en 1976 les Canadiens produisaient deux millions de barils par jour. D'ici 1986, la production fléchira d'un million de barils par jour, même compte tenu du volume croissant de pétrole provenant des sables bitumineux.

En 1977, le déficit de notre production était de 17 p. 100. Ce chiffre atteindra 52 p. 100 en 1986. On nous a récemment révélé en témoignage qu'à ce moment là le pétrole se vendra \$25 le baril en dollars d'aujourd'hui, ce qui signifie que le déficit sera de 10 milliards de dollars.

Les statistiques du ministère indiquent que d'autres réserves de gaz et d'électricité seront alors exploitées. Toutefois, nous pouvons nous attendre qu'en 1986 il y aura un manque à combler de 30 p. 100 dans notre demande d'énergie. Grâce à un programme efficace d'économie de l'énergie nous pouvons ramener ce manque à 20 p. 100. Le problème est qu'il n'y a pas de programme concret de conversion. On nous dit que de nouvelles réserves de gaz seront exploitées mais rien ne permet la conversion. Nous manquerons d'une ressource essentielle pour, notamment, nos voitures. Par ailleurs, on n'aura pas encore inventé les techniques permettant d'utiliser d'autres matières.

Ce que je veux donc dire au ministre, par l'intermédiaire de son secrétaire parlementaire, c'est qu'une situation critique se dessine à l'horizon. Il faudrait publier un livre blanc aussitôt que possible, et si possible avant la dissolution du Parlement, exposant clairement au public les diverses solutions qui s'offrent à nous pour économiser l'énergie. Ce document devrait exposer les solutions de rechange qui s'offrent, c'est-à-dire les techniques permettant de faire les conversions, les modifications à apporter à nos voitures et des transformations beaucoup plus profondes qui ont déjà été annoncées.

● (2227)

Des modifications dans l'échelle des prix encouragera peut-être la modération. Il est possible qu'on doive rationner le pétrole presque immédiatement, longtemps avant d'épuiser nos sources. A mon avis, il y a déjà une crise mondiale du pétrole. Des pénuries surgiront partout, pas seulement au Canada, et il faut savoir les prévoir. A mon avis, la préparation d'un Livre blanc s'impose afin que les Canadiens puissent mieux comprendre les prix et participer aux discussions dont dépendra